



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**AVRIL 2020**

*Partie 2*

---

---

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

---

---

---

---

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

---

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

---

<b><i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i></b>	<b>05</b>
Séance du mercredi, jeudi et lundi 18, 19 et 23 décembre 2019	06
Séance du mardi, mercredi et lundi 18, 19 et 24 février 2020	08
Séance du jeudi 09 avril 2020	69

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

#### SEANCE DU MERCREDI, JEUDI ET LUNDI 18, 19 ET 23 DECEMBRE 2019

N° 19-569-1 – PORTANT TRANSFERT D'UNE SUBVENTION D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT ATTRIBUÉE À MADAME NÉE DÉCÉDÉE, AU BÉNÉFICE DE SON FILS MONSIEUR MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1710-1 06

#### SEANCE DU MARDI, MERCREDI ET LUNDI 18, 19 ET 24 FEVRIER 2020

N° 20-16-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR LE REMPLACEMENT DE MACHINES À GLACE SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DE TRINITÉ 08

N° 20-17-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR LE REMPLACEMENT DE MACHINES À GLACE SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DU V AUCUN 10

N° 20-24-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-MARIE POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE VIDÉO PROTECTION SUR SON TERRITOIRE COMMUNAL 12

N° 20-33-1 – PORTANT PROCÉDURE D'INSTRUCTION ET D'ATTRIBUTION DE L'ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE À DOMICILE (APA) AUX BÉNÉFICIAIRES DU DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) « HORS LES MURS », AUTORISÉ SUR LES TERRITOIRES DU NORD ET DU CENTRE DE LA MARTINIQUE 20

N° 20-34-1 – PORTANT MODERNISATION DU DISPOSITIF CADRE DE PORTAGE DE REPAS AUX PERSONNES AGÉES 24

N° 20-38-1 – PORTANT SUR LE PROJET D'ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES AYANT TRAIT À LA SANTÉ DE LA POPULATION, EN PARTENARIAT AVEC LA CAISSE GÉNÉRALE DE SÉCURITÉ SOCIALE (CGSS), LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF), LE CENTRE RÉGIONAL DE COORDINATION DE DÉPISTAGE DES CANCERS (CRDC) ET LA LIGUE CONTRE LE CANCER (LCC) 26

N° 20-39-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR L'OUVERTURE D'UNE MAISON DE SERVICE AU PUBLIC - MSAP- EXERCICE 2019 28

N° 20-42-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SOCIALE ET MÉDICO SOCIALE - SERVICES INTÉGRÉS DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION (G.C.S.M.S- S.I.A.O) POUR LE RENOUVELLEMENT DU PROJET « ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT » 30

N° 20-43-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ PAROLE ET IMAGES POUR LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE SEPT PORTRAITS DE TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP DANS LE CADRE DE LA SEMAINE EUROPÉENNE POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES AU TITRE DE L'ANNÉE 2019 32

N° 20-48-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM POUR LA RÉALISATION DE 9 LOGEMENTS DE TYPE PLS « BOULEVARD DU GÉNÉRAL DE GAULLE » À FORT-DE-FRANCE 34

N° 20-49-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM POUR LA RÉALISATION DE 20 LOGEMENTS DE TYPE PLS « AVENUE JEAN JAURÈS » À FORT-DE-FRANCE 36

N° 20-51-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À SOLIHA ANTILLES AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE (EX SIREN) POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION AU TITRE DE L'EXERCICE 2019 38

N° 20-53-1 – PORTANT MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS POUR LES BESOINS DE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 43

N° 20-54-1 – PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'EQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION D DE LA NAF (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ) 48

N° 20-55-1 – PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'EQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES) 52

N° 20-62-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE EN COFINANCEMENT AU CIRAD DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 « RESYMAR: RÉSILIENCE DE SYSTEMES MARAÎCHERS - RMAR160118DA0970054 » 56

N° 20-65-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA COMMUNE DES TROIS-ÎLETS - « CONSTRUCTION D'UN ÉQUIPEMENT MULTI-ACTIVITÉS SUR LE TERRITOIRE - MQ0014176 » 59

N° 20-70-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OFFICE DE TOURISME CENTRE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA 21ÈME ÉDITION DE LA MANIFESTATION « BOUCANS DE LA BAIE 2019 » 62

N° 20-71-1 – PORTANT CESSION PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE L'IMMEUBLE « HÉLÉNON » CADASTRE SECTION A N°187 ET SITUÉ ANGLE DES RUES FERNAND CLERC ET PERRINON À TRINITÉ 64

N° 20-72-1 – PORTANT DESAFFECTATION, DECLASSEMENT, REVERSEMENT DANS LE PATRIMOINE PRIVÉ DE LA COLLECTIVITÉ ET CESSION PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À MONSIEUR M. M. DE LA PARCELLE D N°958 CONSTITUANT UN DÉLAISSE DE LA RD 62 ET SISE QUARTIER LE TROU AU CARBET 66

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AVRIL – 2020

### SEANCE DU JEUDI 09 AVRIL 2020

N° 20-83-1 – PORTANT MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'EXONÉRATION D'OCTROI DE MER POUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LA LUTTE CONTRE LE CORONA VIRUS - COVID-19 SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE

69

N° 20-83-2 – PORTANT EXTENSION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-116-1 DU 5 AVRIL 2019 POUR DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL SUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19) SUR LA BASE DE L'ARTICLE 6.3 DE LA LOI N°2004-639 DU 2 JUILLET 2004, MODIFIÉE

72

N° 20-83-3 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL SUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19) DESTINÉES AUX ENTREPRISES RELEVANT DES CODES NAF: 4646 Z, 4773Z ET 4774Z

75

N° 20-83-4 – PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL INTERNE SUR LES PRODUCTIONS DES BIENS DANS LE CADRE DE LA FABRICATION DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19)

78

N° 20-83-5 – PORTANT EXONÉRATION DES TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL DANS LE CADRE DES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19) ET MODIFICATION DES DÉLIBÉRATIONS N°17-517-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017 ET N°18-528-1 DU 20 DÉCEMBRE 2018 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL SUR LES IMPORTATIONS DESTINÉES AUX ACTIVITÉS DE SECOURS, D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER

81

N° 20-83-6 – PORTANT EXTENSION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-516-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017 PORTANT EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ, SUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19)

84

N° 20-87-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 BRASSERIE LORRAINE - « COMPENSATION DES SURCOUTS DE FRET LIÉS À L'ULTRA PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2019 - MQ0021887 »

87

N° 20-88-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 « RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ SISMIQUE CONFORTEMENT ET RECONSTRUCTION ÉCOLE EX MIXTE A LE VERGER - LÉON LIN » - MQ0020780 - COMMUNE DE DUCOS

89

N° 20-89-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - RHUMS MARTINICAIS SAINT-JAMES SAS « AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DU SITE LASSALE » - MQ0021180

92

N° 20-90-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 – COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA PLAINE DE RIVIÈRE-SALÉE - MQ0023719

95

N° 20-92-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - COMMUNE DE BASSE-POINTE - POUR LA « RESTAURATION DE L'ÉGLISE SAINT-JEAN BAPTISTE - MQ0024617 »

98

N° 20-97-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE - UNIS POUR UNE RECONNAISSANCE DES CIRCUITS COURTS ET DES MARCHÉS DE PRODUCTEURS DE MARTINIQUE - RMAR160418CT0970011

101

N° 20-98-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 - EARL DOMAINE DE LA VALLÉE ÉQUIPEMENTS DE MODERNISATION POUR UNE EXPLOITATION EN POLYCLTURE ÉLEVAGE (JA) - RMAR40119DA00970013

104

N° 20-99-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 - BUREAU COMMUN DE CONSEIL AGRICOLE DE MARTINIQUE - GUICHET UNIQUE DU SERVICE D'AIDE À LA GESTION ET DE CONSEIL AGRICOLE - RMAR020218DA0970006

107





# DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20191219-19-569-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°19-569-1

**PORTANT TRANSFERT D'UNE SUBVENTION D'AMÉLIORATION DE  
L'HABITAT ATTRIBUÉE À MADAME , DÉCÉDÉE,  
AU BÉNÉFICE DE SON FILS MONSIEUR  
MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°15-1710-1**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-neuf décembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Michelle BONNAIRE), Joachim BOUQUETY (procuration à Gilbert COUTURIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Marie-Line LESDEMA), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Belfort BIROTA), Charles-André MENCE, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Marie-France TOUL), Daniel ROBIN (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA (procuration à Patricia TELLE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n°CG/83-98 du 28 octobre 1998, portant programme départemental d'intervention pour le logement social et l'habitat, en matière d'aide à l'amélioration de l'habitat ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1728-1 du 25 novembre 2014, portant refonte des aides au logement social ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1065-2 du 23 juin 2015 portant adaptation des volets 1 et 2 du dispositif des aides régionales au logement ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1710-1 du 20 octobre 2015 portant octroi d'une subvention à la société PACT (Protection Amélioration Conservation Transformation de l'habitat) Martinique, pour douze (12) attributaires d'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire le 10 décembre 2019 ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 12 décembre 2019 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est approuvé, le transfert de la subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) attribuée, par délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1710-1 du 20 octobre 2015 susvisée à Madame \_\_\_\_\_, aujourd'hui décédée, au bénéfice de son fils Monsieur \_\_\_\_\_.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération modifie ainsi la délibération n°15-1710-1 du 20 octobre 2015. Toutefois les autres dispositions de cette dernière demeurent inchangées.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 23 décembre 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200218-20-16-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-16-1

#### PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR LE REMPLACEMENT DE MACHINES À GLACE SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DE TRINITÉ

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer, notamment son article 37 ;  
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;  
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer notamment ses articles 39 et suivants ;  
Vu l'arrêté n°2017 PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer le 17 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est approuvé le plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur des travaux de remplacement de la machine à glace sur le port de pêche territorial de Trinité, pour un montant de cent quatre- vingt-un mille deux cent soixante-huit euros, vingt centimes (181 268,20 €) HT.

COUT DE L'OPERATION	UE (FEAMP)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
181 268,20 € HT	108 760,92	72 507,28
100%	60,00%	40,00%

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil exécutif, ou toute autre personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses, demande de paiement, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité en charge de la Gestion des Fonds Européens (UE/FEAMP).

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200218-20-17-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-17-1

#### PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR LE REMPLACEMENT DE MACHINES À GLACE SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DU VAUCLIN

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer, notamment son article 37 ;  
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;  
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer notamment ses articles 39 et suivants ;  
Vu l'arrêté n°2017 PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer le 17 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est approuvé le plan de financement prévisionnel de l'opération portant sur des travaux de remplacement de la machine à glace sur le port de pêche territorial du Vauclin, pour un montant de cent soixante-quatre mille sept cent trente et un euros (164 731 €) HT.

COU'T DE L'OPERATION	UE (FEAMP)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
164 731 € HT	98 838,60	65 892,40
100%	60,00%	40,00%

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil exécutif, ou toute autre personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses, demande de paiement, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité en charge de la Gestion des Fonds Européens (UE/FEAMP).

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200218-20-24-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-24-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-MARIE POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE VIDÉO PROTECTION SUR SON TERRITOIRE COMMUNAL

L'An deux mille vingt, le dix-huit février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Claude BELLUNE, Georges CLEON, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°15-130-1 du 3 février 2015 portant reconduction du dispositif d'aide du Conseil Régional aux communes pour les années 2014-2015-2016 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la demande de la Ville de Sainte-Marie en date du 26 août 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 11 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;



**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une subvention d'un montant de soixante-et-un mille huit cents euros cinquante-trois centimes (61 800,53 €), est attribuée à la Ville de Sainte-Marie, pour l'implantation d'un dispositif de vidéo-protection, sur le territoire communal.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les versements sont effectués selon les dispositions définies dans une convention et selon les modalités suivantes :

- 50% lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde à la réception des travaux.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour signer la convention mentionnée à l'article 3 ainsi que les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





-----  
Le Président

-----  
Direction Générale des Services

Direction Générale Adjointe Attractivité

Direction de l'Aménagement et des Politiques Territoriales

Service de l'Urbanisme et de la Réglementation d'usage du sol

**CONVENTION N° 1/972**  
entre la  
**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**  
et la  
**VILLE DE SAINTE MARIE**

Vu la demande présentée par la ville de Sainte Marie,

Vu l'avis favorable émis lors de la réunion de coordination du 14 novembre 2019,

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture..), les transports et les sports,

Vu l'avis de la commission BTP, équipements et réseaux Numériques le .....

Vu la délibération n°.....-1/972 de l'Assemblée de Martinique en date .....

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La ville de Sainte Marie s'engage, avec la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique, à mettre en place un dispositif de vidéo-protection sur son territoire. L'opération est définie à l'article 2 et décrite dans l'annexe technique et financière ci-jointe qui en précise l'objet, les modalités de réalisation et les postes de dépenses retenus.

#### **ARTICLE 2 - OBJECTIFS ET DEFINITION DE L'OPERATION**

Ce projet représente une priorité pour la Ville. Il a pour objectif la réduction du sentiment d'insécurité, ainsi que l'amélioration des déplacements urbains par la surveillance des flux routiers. Ce dispositif permettrait l'amélioration du cadre de vie de la population par la prévention des actes malveillants et la protection des biens et des personnes.

Le projet comprend l'implantation de 8 caméras.

Le schéma d'implantation des caméras prévoit la couverture au niveau des Places des Enfants du Monde et Clarissa Jean Philippe.

#### **ARTICLE 3 - MONTANT ET FINANCEMENT DE L'OPERATION**

Le coût total de la mise en place du dispositif de vidéo-protection sur le territoire de la ville, est évalué à un montant de **201 000,00 € HT** selon l'estimation financière présentée par la ville de Sainte Marie.

La participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique s'élève à **61 800,53 €** représentant **30,75 %** de la dépense subventionnable retenue, soit **201 000,00 € HT**.

Les engagements de la ville, et de la Collectivité Territoriale de Martinique sont arrêtés selon le plan de financement suivant calculé en Hors Taxes :

VILLE de Sainte Marie	18 599,47 €
ETAT	80 400,00 €
CTM	61 800,53 €
CAP NORD	40 500,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>121 420,00 €</b>

#### ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES PARTIES

La dépense sera imputée sur le chapitre 905 du budget territorial selon les modalités de paiement ci-après :

- un acompte de **50 %** soit **30 900,26 €** lorsque la convention passée entre la ville, et la Collectivité Territoriale de Martinique sera rendue exécutoire,
- le solde à la réception des travaux, sur présentation du procès-verbal de réception des travaux.

##### **La ville de Sainte Marie s'engage à :**

- inscrire à son budget les crédits nécessaires à la bonne programmation physico-financière de l'opération ;
- réaliser l'opération dans les conditions définies dans la présente convention, et dans le respect des règles générales s'appliquant à l'opération ;
- tenir la Collectivité Territoriale de Martinique informée de toute modification éventuelle du programme de l'opération susceptible d'affecter l'objet de la présente convention ;
- fournir, en cas de demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, toutes les pièces justifiant le total des dépenses réalisées pour l'exécution de l'opération, telles que certifiées dans les conditions prévues à l'article 5 de la présente convention ;

- faire mention de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous panneaux de signalisation ou supports de communication de l'opération conformément à la charte graphique relative à l'utilisation du logo de la Collectivité Territoriale de Martinique jointe en annexe ;

- fournir à la Collectivité Territoriale de Martinique un bilan global au terme de la réalisation de l'opération, et, sur demande de celle-ci, les éléments permettant d'en évaluer l'impact, notamment, au plan socio-économique ;

- fournir, sous formats papier, numérique et géo-référencé lorsqu'ils existent, les études et les travaux réalisés par la ville dans le cadre de l'opération.

#### **ARTICLE 5 - PIECES JUSTIFICATIVES**

La subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée :

- ♦ 50 % lorsque la convention sera rendue exécutoire,

- ♦ le solde sur présentation des pièces suivantes :

- un état des mandats relatif aux travaux signé du maire et du comptable,
- le rapport final de réalisation de l'opération,
- le procès-verbal de réception des travaux.

#### **ARTICLE 6 - DELAIS DE REALISATION**

Si à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la délibération attributive de subvention, l'opération pour laquelle elle a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution dûment constaté par la production d'une pièce justificative réglementaire, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision, et procède à l'annulation de la délibération.

#### **ARTICLE 7 - EXTINCTION DE L'ENGAGEMENT**

Lorsque le bénéficiaire de la subvention n'a pas justifié par la production d'une pièce réglementaire l'achèvement de l'opération ou de la phase d'opération, dans un délai de quatre ans à compter de la notification de la délibération attributive de subvention, celle-ci est considérée comme étant terminée.

L'exécutif territorial liquide la subvention dans les conditions fixées à l'alinéa suivant. Le cas échéant, il demande le reversement des acomptes versés,

trop perçus. Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne peut intervenir après expiration du délai.

L'engagement de la Collectivité Territoriale de Martinique est éteint à la liquidation de la subvention dans le respect de l'objet de l'étude et des limites du montant retenu par l'acte d'engagement dans la limite de la réalisation effective de l'opération en cas de minoration du coût final de celle-ci.

Fait à Fort-de-France, le

Le Maire de la ville de Sainte Marie

Bruno Nestor AZEROT

Le Président de la Collectivité  
Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

**CONVENTION N° 1/972**

**ANNEXES  
TECHNIQUE ET FINANCIERE**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200219-20-33-1-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2020  
Date de réception préfecture : 11/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
**ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE** AFFICHAGE LE : **11 JUL. 2020**

**DÉLIBÉRATION N°20-33-1**

**PORTANT PROCÉDURE D'INSTRUCTION ET D'ATTRIBUTION DE L'ALLOCATION  
PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE À DOMICILE (APA) AUX BÉNÉFICIAIRES DU DISPOSITIF  
EXPÉRIMENTAL D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES (EHPAD)  
« HORS LES MURS », AUTORISÉ SUR LES TERRITOIRES DU NORD  
ET DU CENTRE DE LA MARTINIQUE**

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

**L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015, portant Adaptation de la Société au Vieillessement, notamment son article 58 ;

Vu le décret n°2016-1164 du 26 août 2016 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84



Vu l'avis d'appel à projet n°AAP-ARS-CTM 18-01 du 18 octobre 2019, pour la création à titre expérimental d'un EHPAD hors les Murs de type extension d'EHPAD, d'une capacité de 30 places sur le territoire Centre de la Martinique ;

Vu l'avis d'appel à projet n°AAP-ARS-CTM 18-02 du 18 octobre 2019, pour la création à titre expérimental d'un EHPAD hors les Murs de type plateforme multi-services, d'une capacité de 30 places sur le territoire Nord de la Martinique ;

Vu l'arrêté conjoint PCE/DGARS N°0439 du 18 juillet 2019, portant autorisation de création à titre expérimental d'un EHPAD hors les murs de type « extension d'EHPAD », de 30 places, sur le territoire centre de la Martinique par l'Office Municipal d'Action Sociale et de Santé (O.M.A.S.S) de la Ville du Lamentin ;

Vu l'arrêté conjoint PCE/DGARS N°0440 du 18 juillet 2019, portant autorisation de création à titre expérimental d'un EHPAD hors les murs de type de type plateforme multi-services, d'une capacité de 30 places sur le territoire Nord de la Martinique par l'ASADEC ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action Sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est fixée, selon les modalités présentées en annexe, la procédure d'instruction et d'attribution forfaitaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile (APA) aux bénéficiaires du dispositif expérimental d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « hors les murs », autorisé sur les territoires du Nord et du Centre de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 934-3 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 1 abstention, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



A N N E X E

**PROCEDURE D'ATTRIBUTION DE L'APA EN EHPAD « Hors les Murs »**

**A. MODALITES D'INSTRUCTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'APA**

**Etape 1 : Constitution des dossiers pour instruction et obtention notification individuelle.**

1. Constitution des dossiers d'APA par le service ou l'établissement (téléchargement du dossier sur le site de la CTM)
2. Primo évaluation par le médecin coordonnateur du service ou de l'établissement à transmettre à la CTM (dans le dossier APA constitué)
3. Remise des dossiers complets à l'équipe médico-sociale (EMS) de la CTM (identifier les dossiers par une étiquette EHM)
4. Traitement des dossiers par la CTM pour détermination du plan d'aide :
  - a. Visite d'évaluation par l'équipe EMS de la CTM en lien avec le Case-Manager de l'opérateur.
  - b. Edition et notification de la décision d'APA à l'opérateur et au bénéficiaire.

**Etape 2 : paiement des factures produites par l'établissement ou le service.**

1. Facturation  
Transmission par l'opérateur des factures mensuelles accompagnées d'un tableau permettant d'apprécier l'effectivité des aides (fiches de vacation) via l'application CHORUS.
2. Paiement  
Mise en paiement par les services de la CTM.

**B. CRITERES D'ATTRIBUTION DE L'APA DANS LE CADRE DU DISPOSITIF EXPERIMENTAL « EHPAD HORS LES MURS »**

**1. Forfait APA des personnes classées en GIR 4 :**

- Destiné aux personnes âgées en capacité de participer à la préparation des repas mais nécessitant une aide à la réalisation des courses, ainsi qu'à la confection des repas.
- Possibilité de stimulation /surveillance pour la prise des repas avec présence d'un tiers au moment des repas est alors justifiée.

forfait de **650€/mois** correspondant à  
35 heures en prestataire + 25 portages de repas

## 2. Forfait APA des personnes classées en GIR 3 :

- Destiné aux personnes âgées n'étant plus en capacité de participer à la confection des repas du fait de leur perte d'autonomie.
- Destiné aux personnes âgées isolées et nécessitant un portage de repas.

forfait de <b>850 €/mois</b> correspondant à <u>50 heures en prestataire + 25 portages de repas</u>
--

## 3. Forfait APA des personnes classées GIR 2 / GIR 1

- Destiné aux personnes âgées bénéficiaires admis dans le dispositif en GIR 3 – 4 et dont l'état se serait détérioré pour relever des GIR 1 ou 2.

*(une révision de l'APA devra être effectuée pour permettre le maintien à domicile dans l'attente d'une admission en EHPAD classique).*

forfait de <b>1110 €/mois</b> correspondant à <u>70 heures en prestataire + 25 portages de repas</u>
---



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200218-20-34-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-34-1

#### PORTANT MODERNISATION DU DISPOSITIF CADRE DE PORTAGE DE REPAS AUX PERSONNES AGÉES

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code de l'action sociale et des familles ;  
Vu la délibération du Conseil Général n°CG/54-95 des 27 et 28 juin 1995 portant cadre d'habilitation au titre de l'aide sociale des services de portage de repas à domicile ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage le 11 février 2020 ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action Sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Sont approuvées les dispositions suivantes portant modalités de modernisation du dispositif cadre du portage de repas aux personnes âgées :

➤ **La fixation d'une date de fin pour les habilitations existantes**

Un arrêté fixe à cinq (5) ans, à compter de sa publication, la date de fin des habilitations existantes.

➤ **Le lancement d'une consultation annuelle**

Afin de respecter les règles du code des marchés publics, les nouveaux prestataires souhaitant assurer la prestation répondent à une consultation sur la base d'un cahier des charges. Ils disposent d'une période annuelle pour le dépôt des dossiers, destinée à sélectionner les candidats.

➤ **La durée de l'habilitation**

L'habilitation est accordée pour quatre (4) ans aux prestataires retenus à l'issue de la consultation.

➤ **L'évaluation des nouveaux prestataires**

Une grille d'évaluation est établie afin d'apprécier la qualité du service rendu. Les prestataires doivent procéder à une évaluation annuelle et se soumettre à celle réalisée par la Collectivité Territoriale de Martinique tous les ans. Certains critères d'évaluation non satisfaits peuvent conduire à la suspension ou au retrait définitif de l'habilitation.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200218-20-38-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUL 2020

## ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

### PROJET DE DÉLIBÉRATION N° 20 -38-1

#### **PORTANT SUR LE PROJET D'ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES AYANT TRAIT À LA SANTÉ DE LA POPULATION, EN PARTENARIAT AVEC LA CAISSE GÉNÉRALE DE SÉCURITÉ SOCIALE (CGSS), LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF), LE CENTRE RÉGIONAL DE COORDINATION DE DÉPISTAGE DES CANCERS (CRDC) ET LA LIGUE CONTRE LE CANCER (LCC)**

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### **L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités. ;

Vu l'avis émis par la commission Santé, Action de Prévention, PMI, ASE le 10 février 2020;

Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 11 février 2020;  
Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 13 février 2020;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,  
Après en avoir délibéré,

**ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIt :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention d'un montant de vingt-cinq-mille euros (25 000,00 €) à la société DREAM-MASTER pour la diffusion de 52 émissions télévisées sur la santé, pour l'année 2020.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200219-20-39-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL 2020

## ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

### PROJET DE DÉLIBÉRATION N° 20 -39-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU LORRAIN POUR L'OUVERTURE D'UNE MAISON DE SERVICE AU PUBLIC - MSAP – EXERCICE 2019

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration,  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par M. Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;  
Vu l'avis émis par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité le 11 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré,



**ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention de dix mille euros (10 000,00 €) à la Ville du Lorrain pour l'ouverture d'une Maison de Service Au Public – MSAP – Exercice 2019.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée sur présentation d'un bilan qualitatif et quantitatif des prestations réalisées par la MSAP sur l'exercice 2019. Ce document devra être daté, signé et certifié conforme par le Maire de la Ville du Lorrain.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200219-20-42-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-42-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SOCIALE ET MÉDICO SOCIALE - SERVICES INTÉGRÉS DE L'ACCUEIL ET DE L'ORIENTATION (G.C.S.M.S – S.I.A.O) POUR LE RENOUVELLEMENT DU PROJET « ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS LE LOGEMENT »

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000,00 €) à l'association Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale - Services Intégrés de l'Accueil et de l'Orientation (G.C.S.M.S. - S.I.A.O.) pour la reconduite du projet « accompagnement vers et dans le logement » au titre de l'année 2019.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Les modalités de versement de cette subvention seront organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association GCSMS – SIAO.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200219-20-43-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-43-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ PAROLE ET IMAGES POUR LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE SEPT PORTRAITS DE TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP DANS LE CADRE DE LA SEMAINE EUROPÉENNE POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S** : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S** OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 13 février 2020;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée une subvention d'un montant de trois mille euros (3 000,00 €) à la société « Parole et Images » pour la réalisation et la diffusion de sept portraits de travailleurs en situation de handicap dans le cadre de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH) 2019.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera versée en une fois et créditée au compte du partenaire conformément aux procédures comptables en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

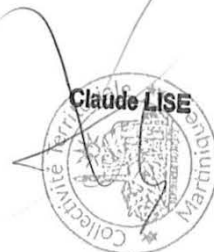
**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200219-20-48-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-48-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM POUR LA RÉALISATION DE 9 LOGEMENTS DE TYPE PLS « BOULEVARD DU GÉNÉRAL DE GAULLE » À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-187-1 du 06 juin 2018 portant définition du cadre d'intervention de la collectivité territoriale de Martinique dans l'habitat et le logement social ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 du 19 décembre 2018 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat, le 13 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Dans le cadre des aides au logement social en autorisation de programme (AP), la Collectivité Territoriale de Martinique attribue une subvention de dix-huit mille euros (18 000 €) à la société d'HLM OZANAM pour la réalisation de 9 logements de type PLS « Boulevard du Général de Gaulle » à Fort-de-France.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Le mandatement sera fait selon les modalités suivantes :

- 40%, sur présentation de l'attestation de démarrage des travaux ou de la déclaration d'ouverture de chantier,
- Le solde, sur présentation de l'attestation d'achèvement des travaux ou du procès-verbal de réception des travaux, et du coût de revient et du plan de financement final de l'opération.

**ARTICLE 4 :** La subvention pourra faire l'objet d'un mandatement intégral, si tous les documents précités sont fournis lors d'un même appel de fonds.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 6 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

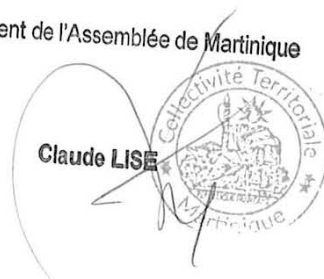
**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 8 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200218-20-49-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-49-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM POUR LA RÉALISATION DE 20 LOGEMENTS DE TYPE PLS « AVENUE JEAN JAURÈS » À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-187-1 du 06 juin 2018 portant définition du cadre d'intervention de la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'habitat et le logement social ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 du 19 décembre 2018 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;



Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Dans le cadre des aides au logement social en autorisation de programme (AP), la Collectivité territoriale de Martinique attribue une subvention de quarante mille euros (40 000 €) à la société d'HLM OZANAM pour la réalisation de 20 logements de type PLS « Avenue Jean Jaurès » à Fort-de-France.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** Le mandatement sera fait selon les modalités suivantes :

- 40%, sur présentation de l'attestation de démarrage des travaux ou de la déclaration d'ouverture de chantier,
- Le solde, sur présentation de l'attestation d'achèvement des travaux ou du procès-verbal de réception des travaux, et du coût de revient et du plan de financement final de l'opération.

**ARTICLE 4 :** La subvention pourra faire l'objet d'un mandatement intégral, si tous les documents précités sont fournis lors d'un même appel de fonds.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 6 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 8 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200219-20-51-1 .subst-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2020  
Date de réception préfecture : 15/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 15 JUL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-51-1

#### PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À SOLIHA ANTILLES - AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE (EX SIRES) POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-187-1 du 6 juin 2018 portant définition du cadre d'intervention de la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'habitat et le logement social ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, et la commission Développement économique et Tourisme le 11 février 2020 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action Sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap et la commission Logement et Habitat le 13 février 2020 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est attribuée à SOLIHA ANTILLES - AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE (Ex SIREs), une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-vingt mille euros (80 000 €), au titre de l'exercice 2019.

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 3 :** La subvention est versée en deux fois selon les modalités prévues dans une convention.

La subvention peut faire l'objet d'un versement en une fois, si l'ensemble des pièces réclamées est fourni à la signature de la convention financière correspondante.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré, au sein du Conseil Exécutif toutes les mesures d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





**SOLIHA**  
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200219-20-51-1 subst-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2020  
Date de réception préfecture : 15/07/2020

ALICE KARNER-DONNERER  
PRESIDENTE  
SOLIHA ANTILLES  
1000 ROUTE DE LA MER  
97200 FORT-DE-FRANCE  
97200 FORT-DE-FRANCE  
05 94 14 14 14  
www.soliha-antilles.fr

ANTILLES

**CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE  
FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A SOLIHA  
ANTILLES AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE (EX-SIRES) POUR LE FONCTIONNEMENT  
DE L'ASSOCIATION AU TITRE DE L'ANNEE 2019**

**ENTRE**

**La Collectivité Territoriale de Martinique,**

**Représentée par son Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,  
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, sis rue Gaston Defferre,  
CS 30 137 – 97261 Fort-de-France Cedex, d'une part,**

**ET**

**SOLIHA ANTILLES AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE,**

**Représentée par son Président Monsieur  
Domicilié ZAC de Rivière Roche, Bâtiment F4, 97200 Fort de France, d'autre part,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu la délibération n°18-187-1 du 06 juin 2018 portant définition du cadre  
d'intervention de la collectivité territoriale de Martinique dans l'habitat et le logement  
social,**

**Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 19 - du  
portant attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 80 000 € à  
SOLIHA ANTILLES – AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE pour le fonctionnement de  
l'association au titre de l'exercice 2019,**

**Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif,**

**Après en avoir délibéré,**

## IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1 : Objet de la Convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention de fonctionnement accordée à SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale pour son fonctionnement au titre de l'année 2019.

### **Article 2 : Financement et règlement**

La Collectivité Territoriale de Martinique verse à SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale, une subvention de fonctionnement d'un montant de **QUATRE VINGT MILLE EUROS (80 000 €)** pour l'exercice 2019 afin de lui permettre d'assurer son fonctionnement en tant que structure associative.

Le versement s'effectuera en deux fois selon les modalités suivantes :

- 50 % après signature de la présente convention financière,
- le solde sur présentation des comptes certifiés 2018, du bilan chiffré et commenté de l'exercice 2018.

La subvention peut faire l'objet d'un versement en une fois si l'ensemble des pièces précitées est fourni à la signature de la convention financière.

### **Article 3 : Obligations de l'Agence**

SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale déclare avoir recherché et obtenu les dons, prêts et autres financements nécessaires pour équilibrer son budget 2019.

En contrepartie du versement de sa subvention, SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale s'engage à :

- ❖ Respecter l'ensemble des clauses de la présente convention et à participer activement, dans la limite de l'exercice de son activité, à la mise en œuvre de la politique d'action sociale de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- ❖ Ne pas utiliser les fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été consentis.
- ❖ Transmettre à la Collectivité Territoriale de Martinique les comptes approuvés et le rapport d'activités de l'année 2018.
- ❖ Faire référence au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment auprès des usagers (en faisant apparaître, le cas échéant, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- ❖ Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique.
- ❖ Fournir régulièrement les procès verbaux des assemblées générales et informer la Collectivité Territoriale de Martinique de toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration, du Bureau et des délégations de fonctions.
- ❖ Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale paiera les

primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause.

#### **Article 4 : Résiliation**

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente, le droit de résiliation sera ouvert à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Durant ce délai, l'organe délibérant de la Collectivité Territoriale de Martinique devra se prononcer sur la suite à donner, après avoir entendu le Président du Conseil d'Administration de SOLIHA Antilles Agence Immobilière Sociale.

En outre, si l'activité réelle de l'association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique.

#### **Article 5 : Litiges**

Les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'exécution ou l'interprétation de la présente convention seront soumises au Tribunal compétent.

Fait en deux (2) exemplaires originaux

**A Fort-de-France, le**

**La Collectivité Territoriale de Martinique**

**SOLIHA Antilles Agence  
Immobilière Sociale**

**Le Président du Conseil Exécutif  
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**

**Le Président  
Monsieur**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200219-20-53-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-53-1

#### PORTANT MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS POUR LES BESOINS DE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille vingt, le dix-neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Claude LISE, Fred LORDINOT, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Michelle BONNAIRE (procuration à Marie-France TOUL), Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Nadia LIMIER (procuration à Raphaël MARTINE), Denis LOUIS-REGIS, Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (procuration à Christiane EMMANUEL), Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Sandrine SAINTE-AIME, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;  
Vu le décret n°2016-1372 du 12 octobre 2016 relatif à la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) et à l'avenir de la fonction publique concernant notamment les cadres d'emplois de la filière sociale ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°20-536-1 du 18 décembre 2019 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2020 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;  
Vu l'avis du comité technique en date du 23 janvier 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;



**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Sont supprimés et créés pour les besoins des services de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), les emplois permanents à temps complet mentionnés comme suit :

**FILIÈRE ADMINISTRATIVE**

Catégorie	Postes à créer	Emplois Budgétaires	À créer	Indice Brut (IB)
A	Attaché hors classe	0	10	IB 790-HEA3
A	Attaché principal	67	9	IB 585-985
B	Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe	59	2	IB 446-707
B	Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe	53	4	IB 389-638
C	Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	65	54	IB 380-548

Catégorie	Postes à supprimer	Emplois Budgétaires	À supprimer	Indice Brut (IB)
A	Directeur territorial (en voie d'extinction)	40	8	IB 719-1005
A	Attaché	224	12	IB 441-816
B	Rédacteur	238	40	IB 372-597
C	Adjoint administratif	433	97	IB 348-407

**FILIÈRE TECHNIQUE**

Catégorie	Postes à créer	Emplois Budgétaires	À créer	Indice Brut (IB)
A	Ingénieur principal	36	4	IB 610-985
C	Agent de maîtrise principal	39	7	IB 381-586
C	Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	31	19	IB 380-548
C	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	235	36	IB 351-483
C	Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe des EPLE	64	81	IB 380-548



Catégorie	Postes à supprimer	Emplois Budgétaires	À supprimer	Indice Brut (IB)
A	Ingénieur	82	10	IB 441-816
B	Technicien	111	15	IB 372-597
C	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe des EPLE	420	31	IB 351-483
C	Adjoint technique	344	50	IB 348-407

#### FILIÈRE CULTURELLE

Catégorie	Postes à créer	Emplois Budgétaires	À créer	Indice Brut (IB)
A	Attaché principal de conservation	0	3	IB 585-985
A	Bibliothécaire principal	0	4	IB 585-985
C	Adjoint du patrimoine principal de 1 <sup>ère</sup> classe	2	16	IB 380-548
C	Adjoint du patrimoine principal de 2 <sup>ème</sup> classe	30	2	IB 351-483

Catégorie	Postes à supprimer	Emplois Budgétaires	À supprimer	Indice Brut (IB)
A	Conseiller haute technicité	1	1	IB 441-816

#### FILIÈRE SPORTIVE

Catégorie	Postes à créer	Emplois Budgétaires	À créer	Indice Brut (IB)
A	Éducateurs des activités physiques et sportives	9	1	IB 372-597

#### FILIÈRE SOCIALE

Catégorie	Postes à créer	Emplois Budgétaires	À créer	Indice Brut (IB)
A	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	0	16	IB 465-736
A	Éducateur de jeunes enfants de 1 <sup>ère</sup> classe	0	3	IB 458-712

Catégorie	Postes à supprimer	Emplois Budgétaires	À supprimer	Indice Brut (IB)
A	Assistant socio-éducatif de 2 <sup>ème</sup> classe	138	10	IB 404-642
A	Éducateur de jeunes enfants	16	5	IB 404-642

#### FILIÈRE MEDICO-SOCIALE

Catégorie	Postes à créer	Emplois Budgétaires	À créer	Indice Brut (IB)
A	Puéricultrice hors classe	11	2	IB 502-790
A	Sage-femme hors classe	0	10	IB 638-985
A	Sage-femme de classe normale	6	4	IB 518-853

Catégorie	Postes à supprimer	Emplois Budgétaires	À supprimer	Indice Brut (IB)
A	Sage-femme de classe exceptionnelle (en voie d'extinction)	8	8	IB 601-850
A	Sage-femme de classe supérieure (en voie d'extinction)	8	8	IB 533-700
A	Puéricultrice cadre de santé (en voie d'extinction)	1	1	IB 446-757

#### FILIÈRE MEDICO- TECHNIQUE

Catégorie	Postes à créer	Emplois Budgétaires	À créer	Indice Brut (IB)
A	Biologiste, vétérinaire, pharmacien de classe exceptionnelle	2	1	IB 585-985

Les indices figurants dans la présente délibération, pourront faire l'objet d'une actualisation en fonction de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Le tableau des effectifs et des emplois de la Collectivité Territoriale de Martinique est en conséquence modifié.

**ARTICLE 3 :** Les postes créés seront pourvus par les agents titulaires et/ou contractuels de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La dépense de fonctionnement est imputée sur les crédits inscrits au chapitre 930 correspondant aux rémunérations et charges sociales du personnel, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et signer tous les actes inhérents à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 8 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 22 voix pour, 11 voix contre et 1 abstention, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-54-1 subst-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2020  
Date de réception préfecture : 15/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 15 JUL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-54-1

#### PORTANT EXTENSION DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE LA SECTION D DE LA NAF (PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ)

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n°2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision (UE) n°2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n°940/201/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-320-1 du 19 juillet 2019 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer suite à la publication de la Décision UE n° 2019/664 du 15 avril 2019 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-367-1 du 21 septembre 2018 portant actualisation des exonérations de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour les importations de matières premières et de biens d'équipement destinés aux opérateurs de la section D de la NAF (Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné);  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée plénière de la Collectivité Territoriale de Martinique approuve l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe et destinés exclusivement aux entreprises relevant, de la section D de la NAF (production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionne).

**ARTICLE 2 :** Les produits repris en annexe bénéficient d'une franchise de l'octroi de mer (OM) sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique et d'une réduction de 1% de l'octroi de mer régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'octroi de mer régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, les présentes sont valables mutatis mutandis jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

**ARTICLE 3 :** Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-54-1\_subst-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2020  
Date de réception préfecture : 15/07/2020

ANNEXE DELIBERATION N°20-54-1  
EXTENTION EXONERATIONS IMPORTATIONS SECTEUR D

Code NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
39269097	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières des n° 3901 à 3914, n.d.a.	
40169300	Jointes en caoutchouc vulcanisé non durci (à l'excl. des articles en caoutchouc alvéolaire)	
72169180	Profilés en fer ou en aciers non alliés, obtenus ou parachevés à froid à partir de produits laminés plats et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées (à l'excl. des profilés en tôles nervurées)	
72209080	Produits laminés plats, en aciers inoxydables, d'une largeur < 600 mm, laminés à chaud ou à froid et ayant subi certaines ouvraisons plus poussées, non perforés	
72230011	Fils en aciers inoxydables, enroulés, contenant en poids >= 28% mais <= 31% de nickel et >= 20% mais <= 22% de chrome (à l'excl. du fil machine)	
74130000	Torons, câbles, tresses et articles simil., en cuivre (sauf produits isolés pour l'électricité)	
85042100	Transformateurs à diélectrique liquide, puissance <= 650 kVA	
85044090	Convertisseurs statiques (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités ainsi que chargeurs d'accumulateurs, redresseurs à semi-conducteur polycristallin et autres redresseurs et onduleurs)	
85352100	Disjoncteurs, pour une tension < 72,5 kV mais > 1000 V	
85371010	Commandes numériques incorporant une machine automatique de traitement de l'information	
90251920	Thermomètres et pyromètres, non combinés à d'autres instruments, électroniques	
90158020	Instruments et appareils électroniques de météorologie, d'hydrologie ou de géophysique (à l'excl. Des boussoles, des télémètres, des théodolites, des tachéomètres, des niveaux ainsi que des instruments et appareils de photogrammétrie)	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-55-1. subst-DE  
Date de télétransmission : 15/07/2020  
Date de réception préfecture : 15/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
**AFFICHAGE LE :**

**15 JUL 2020**

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-55-1

#### PORTANT EXTENSION DES EXONERATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER REGIONAL POUR LES IMPORTATIONS DE MATIERES PREMIERES ET DE BIENS D'EQUIPEMENT DESTINES AUX OPERATEURS DE LA SECTION C DE LA NAF (INDUSTRIES MANUFACTURIERES)

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n°2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision (UE) n°2019/664 du Conseil de l'Union Européenne en date du 15 avril 2019 modifiant la décision n°940/201/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;



Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-117-1 du 4 avril 2018 de la Collectivité Territoriale de Martinique portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer en Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-320-1 du 19 juillet 2019 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer suite à la publication de la Décision UE n° 2019/664 du 15 avril 2019 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-318-1 du 13 juillet 2018 portant exonération de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour les importations de matières premières et de biens d'équipement destinés aux opérateurs de la section C de la NAF (industries manufacturières);  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** L'Assemblée plénière de la Collectivité Territoriale de Martinique approuve l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour l'importation des produits figurant en annexe et destinés exclusivement aux entreprises relevant de la section C (Industries manufacturières) de la NAF.

**ARTICLE 2 :** Les produits repris en annexe bénéficient d'une franchise de l'Octroi de Mer (OM) sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique et d'une réduction de 1% de l'Octroi de Mer Régional (OMR).

En tout état de cause, l'entreprise est redevable de 1,5% d'Octroi de Mer Régional (OMR), sauf décision expresse de la Collectivité Territoriale de Martinique.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, les présentes sont valables mutatis mutandis jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

**ARTICLE 3 :** Dans le cas d'une entreprise ayant plusieurs activités, il lui appartient d'apporter toutes preuves utiles pour déterminer que l'activité pour laquelle elle sollicite une exonération relève bien de la section nommément identifiée dans la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur général des services de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Directeur interrégional des douanes sont chargés chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre de cette présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



ANNEXE DELIBERATION N°20-55-1  
EXTENSION EXONERATION IMPORTATIONS SECTEUR C

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-55-1\_subst-DE  
Date de transmission : 15/07/2020  
Date de réception préfecture : 15/07/2020

NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
28365000	Carbonate de calcium	
39189000	Revêtements de sols, même auto-adhésifs, en rouleaux ou sous formes de carreaux ou de dalles, et revêtements de murs ou de plafonds en rouleaux d'une largeur $\geq$ 45 cm constitués d'une couche de matière plastique fixée en manière permanente sur un support (autre que du papier) la face apparente étant grainée, gaufrée, colorée, imprimée de motifs ou autrement décorée, en matières plastiques (autres que les polymères du chlorure de vinyle)	
44111390	Panneaux de fibres de bois à densité moyenne "MDF", d'une épaisseur $>$ 5 mm mais $\leq$ 9 mm, ouvrés mécaniquement ou recouverts en surface	
54076110	Tissus, écrus ou blanchis, obtenus à partir de fils contenant $\geq$ 85% en poids de filaments de polyester non texturés, y.c. les tissus obtenus à partir des monofilaments du n° 5404	
55121100	Tissus, écrus ou blanchis, de fibres discontinues de polyester, contenant $\geq$ 85% en poids de ces fibres	
59011000	Tissus enduits de colle ou de matières amylacées, des types utilisés pour la reliure, le cartonnage, la gainerie ou usages simil.	
59032010	Tissus imprégnés de polyuréthane (à lexcl. des tissus ayant le caractère de revêtements muraux)	
60053600	Étoffes de bonneterie-chaîne, y.c. celles fabriquées sur métiers à galonner, d'une largeur $>$ 30 cm, de fibres synthétiques, écrues ou blanchies (à lexcl. de celles mentionnées dans la note 1 du chapitre 60, de celles contenant en poids $\geq$ 5% de fils délastomères ou de fils de caoutchouc ainsi que des velours, peluches, y.c. les étoffes dites "à longs poils", étoffes à boucles en bonneterie, étiquettes, écussons et articles simil., ainsi que des étoffes de bonneterie imprégnées, enduites, recouvertes ou stratifiées)	
60053700	Étoffes de bonneterie-chaîne, y.c. celles fabriquées sur métiers à galonner, d'une largeur $>$ 30 cm, de fibres synthétiques, teintées (à lexcl. de celles mentionnées dans la note 1 du chapitre 60, de celles contenant en poids $\geq$ 5% de fils délastomères ou de fils de caoutchouc ainsi que des velours, peluches, y.c. les étoffes dites "à longs poils", étoffes à boucles en bonneterie, étiquettes, écussons et articles simil., ainsi que des étoffes de bonneterie imprégnées, enduites, recouvertes ou stratifiées)	
60063200	Étoffes de bonneterie, d'une largeur $>$ 30 cm, de fibres synthétiques, teintées (sauf étoffes de bonneterie-chaîne, y.c. celles fabriquées sur métiers à galonner, et à lexcl. de celles contenant en poids $\geq$ 5% de fils délastomères ou de fils de caoutchouc ainsi que des velours, peluches, y.c. les étoffes dites "à longs poils", étoffes à boucles en bonneterie, étiquettes, écussons et articles simil., ainsi que des étoffes de bonneterie imprégnées, enduites, recouvertes ou stratifiées)	

ANNEXE DELIBERATION N°20-55-1  
EXTENSION EXONERATION IMPORTATIONS SECTEUR C

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-55-1\_subst-DE  
Date de transmission : 15/07/2020  
Date de réception préfecture : 15/07/2020

NC8	DESIGNATION	OBSERVATIONS
73182900	Articles de boulonnerie et de visserie non filetés, en fonte, fer ou acier, n.d.a.	
85043180	Transformateurs à sec, d'une puissance $\leq 1$ kVA (autres que transformateurs de mesure)	
85044082	Redresseurs (autres que ceux du type utilisé avec les appareils de télécommunication, les machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités)	
85444991	Fils et câbles électriques, pour une tension $\leq 1000$ V, diamètre de brin $> 0,51$ mm, sans pièces de connexion, n.d.a.	
85451900	Électrodes en graphite ou en autre carbone, pour usages électriques (autres que pour fours)	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-62-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-62-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE EN COFINANCEMENT AU CIRAD DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014 – 2020 « RESYMAR: RÉSILIENCE DE SYSTEMES MARAICHERS - RMAR160118DA0970054 »

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 6 avril 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 24 janvier 2020 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 23 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cinq cent quatre-vingt mille six cent trente-quatre euros et soixante-dix-sept centimes (580 634,77 €), soit 85,00% du coût total éligible de 683 099,78 €, est attribuée au «CIRAD – RESYMAR: Résilience de systèmes maraîchers - RMAR160118DA0970054».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de cent deux mille quatre cent soixante-quatre euros et quatre-vingt-seize centimes (102 464,96 €), est attribuée au «CIRAD - RESYMAR: Résilience de systèmes maraîchers - RMAR160118DA0970054»

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014- 2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-65-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-65-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA COMMUNE DES TROIS- ILETS – CONSTRUCTION D'UN ÉQUIPEMENT MULTI-ACTIVITÉS SUR LE TERRITOIRE - MQ0014176»

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 24 juillet 2017 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 24 janvier 2020 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 23 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux millions soixante-cinq mille cinq cent trente-six euros et trente-deux centimes (2 065 536,32 €), soit 65% de l'assiette éligible est attribuée à la Commune des Trois-Ilets, pour l'opération « Construction d'un équipement multi-activités sur le territoire – MQ0014176 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à trois millions cent soixante-dix-sept mille sept cent quarante-huit euros dix-huit centimes (3 177 748,18 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention sera réparti comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à un million cinq cent quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-quatorze euros et neuf centimes (1 588 874,09€), soit 50 % du coût total prévisionnel éligible, elle est imputée au chapitre 905 au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part CTM, s'élevant à quatre cent soixante-seize mille six cent soixante-deux euros et vingt-trois centimes (476 662,23€), soit 15% du coût total prévisionnel éligible, elle est imputée au chapitre 905 au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 45,91 % en crédit de paiement en 2020,
- 42,63 % en crédit de paiement en 2021,
- 11,46 % en crédit de paiement en 2022.



**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinic





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-70-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-70-1

#### PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OFFICE DE TOURISME CENTRE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA 21<sup>ÈME</sup> ÉDITION DE LA MANIFESTATION « BOUCANS DE LA BAIE 2019 »

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;  
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer, notamment ses articles 39 et suivants ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité, la commission Développement économique et Tourisme, la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, la commission Formation professionnelle et Apprentissage, le 11 février 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une subvention d'un montant de cent mille euros (100 000,00 €) est attribuée à l'Office de Tourisme Centre Martinique pour une assiette éligible de 190 000,00 € pour l'organisation de l'action « Boucans de la Baie 2019 ».

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités précisées par la convention.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-71-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-71-1

#### PORTANT CESSION PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE L'IMMEUBLE « HÉLÉNON » CADASTRE SECTION A N° 187 ET SITUÉ ANGLE DES RUES FERNAND CLERC ET PERRINON À TRINITÉ

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

**ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier (EPF) en date du 05 septembre 2018 portant autorisation pour l'acquisition de l'immeuble HELENON, dans le cadre d'une convention de portage foncier avec la Ville de Trinité ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Trinité en date du 10 décembre 2018 autorisant l'acquisition du bien par l'EPF, dans le cadre de cette convention ;

Vu le courrier en date du 26 juillet 2018 de l'EPF informant de son assistance auprès de la Ville de Trinité, du portage du bien et réclamant à la Collectivité l'avis des Domaines ;  
Vu l'estimation du Service du Domaine en date du 10 novembre 2016 ;  
Vu l'avis émis par le Conseil Exécutif de Martinique en sa séance du 12 décembre 2019 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Considérant que l'immeuble HELENON a été acquis pour permettre le relogement des services sociaux ;  
Considérant l'inadaptation de cet immeuble aux besoins du service ;  
Considérant le relogement des services sociaux dans l'immeuble « Pôle Emploi » acquis par la Collectivité ;  
Considérant que le bien vacant n'est plus utile à la Collectivité ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Est autorisée la cession par la Collectivité Territoriale de Martinique à l'Établissement Public Foncier, de l'immeuble « HELENON » cadastré section A n° 187 et sis angle des rues Fernand Clerc et Perrinon à Trinité.

**ARTICLE 2 :** Cette opération se fait au prix de cent quatre-vingt-quatre mille euros (184 000 €).

**ARTICLE 3 :** La recette correspondante est inscrite au chapitre 930 du budget de la Collectivité de Martinique.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

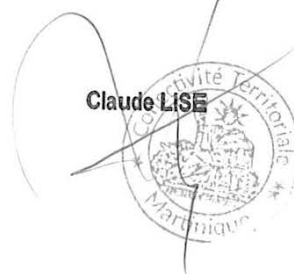
**ARTICLE 5 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200224-20-72-1-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2020  
Date de réception préfecture : 10/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-72-1

#### PORTANT DESAFFECTATION, DECLASSEMENT, REVERSEMENT DANS LE PATRIMOINE PRIVE DE LA COLLECTIVITE ET CESSION PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A MONSIEUR M. M. DE LA PARCELLE D N° 958 CONSTITUANT UN DELAISSE DE LA RD 62 ET SISE QUARTIER LE TROU AU CARBET

L'An deux mille vingt, le vingt-quatre février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Claude LISE, Fred LORDINOT, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY (procuration à Louise TELLE), Christiane BAURAS, Claude BELLUNE (procuration à Michelle MONROSE), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY (procuration à Francine CARIUS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à Fred LORDINOT), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Christiane EMMANUEL, Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Belfort BIROTA), Nadia LIMIER, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE (procuration à Johnny HAJJAR), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR (procuration à Claude LISE), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN, Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN), David ZOBDA.

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la lettre de Monsieur M. M. du 05 juillet 2007 sollicitant la cession à son profit de la parcelle D n°958, d'une superficie de 282 m<sup>2</sup>, située au Carbet ;

Vu la lettre de la Collectivité du 28 février 2012 expliquant à Monsieur M. M. que ce terrain n'a pas été pris en compte dans le fichier cadastral ;



Vu le courrier de la Collectivité du 17 décembre 2015 proposant à Monsieur M. M. la cession du délaissé au prix de 50 euros le m<sup>2</sup> ;  
Vu le courrier de Monsieur M. M. du 03 octobre 2017 proposant la cession de ce délaissé au prix total de 7 050 euros, soit 25 euros le m<sup>2</sup> ;  
Vu les lettres de la Collectivité des 11 juin 2018 et 06 février 2019 concernant les propositions de prix ;  
Vu la lettre de Monsieur M. M. en date du 13 février 2019, donnant son assentiment pour la cession au prix de 7 524 euros ;  
Vu les estimations du Service des Domaines en date des 15 janvier 2014, 19 avril 2018, et 16 novembre 2000 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Considérant la vente par la Collectivité à Monsieur M. M. au prix de 8 euros le m<sup>2</sup>, des parcelles D n°s 902, 903 et 956 constituant des délaissés de la RD 62 et sises au Carbet ;  
Considérant la non prise en compte dans le fichier cadastral de la parcelle D n°958 sollicitée par Monsieur M. M. et constituant également un délaissé de la RD 62 ;  
Considérant que la parcelle D n°901 été divisée en D n°s 956 et 957 et que la D n°958 a été intégrée par erreur dans le document d'arpentage ;  
Considérant la mise à jour du fichier cadastral et l'activation de la parcelle D n°958 ;  
Considérant les longues négociations entre Monsieur M. M. et la Collectivité ;  
Considérant que la parcelle D 958 est un délaissé de la RD 62, n'est plus utile à la Collectivité ou à une activité publique ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Sont autorisés la désaffectation, le déclassement et le reversement dans le patrimoine privé de la Collectivité de la parcelle cadastrée section D n°958 sise au quartier le « Trou » au Carbet et constituant un délaissé de la RD 62.

**ARTICLE 2 :** Est autorisée la cession par la Collectivité Territoriale de Martinique à Monsieur M. M., de la parcelle cadastrée section D n°958 située au quartier « Le Trou » au Carbet.

**ARTICLE 3 :** Cette opération se fait au prix de sept mille cinq cent vingt-quatre euros (7 524 €).

**ARTICLE 4 :** La recette correspondante est inscrite au chapitre 930 du budget de la Collectivité de Martinique.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 8 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18, 19 et 24 février 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-83-1-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2020  
Date de réception préfecture : 23/04/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 1 JUIL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-83-1

#### PORTANT MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'EXONÉRATION D'OCTROI DE MER POUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS – COVID-19 SUR LE TERRITOIRE DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n°2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-539-1 du 19 décembre 2019 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Logement et Habitat et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, le 6 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Considérant la mise en place des mesures visant à réduire l'épidémie liée à la propagation du virus COVID-19 depuis janvier 2020 ;  
Considérant les besoins en produits destinés à limiter la propagation du virus COVID-19 et face aux enjeux pour le territoire ;  
Considérant les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de COVID-19 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) consent à l'exonération des biens mentionnés à l'article de la présente délibération, dans le cadre des importations réalisées pour la lutte contre l'épidémie de coronavirus (COVID-19). Lesdits biens sont destinés aux établissements de santé, ainsi qu'aux établissements et services sociaux et médico-sociaux publics, conformément à l'article 6-4 de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, modifiée.

**ARTICLE 2 :** Les produits repris dans le tableau suivant bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et de l'octroi de mer régional (OMR).

Code	Désignations des marchandises
EX 30021500	Tests immunologiques
EX 38089490	Solutions hydro alcooliques
EX 38220000	Tests moléculaires (PCR) COVID 19
EX 39262000	Gants en nitrile
EX 40151100	Gants pour la chirurgie
EX 40151900	Gants de protection autres que pour la chirurgie
EX 48189010	Blouses jetables et masques
EX 62101092	Blouses chirurgicales en non tissé
EX 63079098	Masques
EX 63079098	Sur-chaussures
EX 65050090	Charlottes
EX 90200000	Masques respiratoires pour appareillage médical
EX 90200000	Masques à gaz
EX 90049010	Lunettes de protection
EX 90251900	Thermomètres électroniques

Les biens figurant dans la présente délibération constituent l'ensemble des biens importés et destinés à être distribués ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19, pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre du dispositif de lutte contre le COVID-19, les exonérations consenties sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente délibération est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président de l'Assemblée de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire pour compléter la liste des biens importés et destinés à être distribués ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-83-2-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2020  
Date de réception préfecture : 23/04/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 1 JUIL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-83-2

#### PORTANT EXTENSION DE LA DÉLIBÉRATION N°19-116-1 DU 5 AVRIL 2019 POUR DES EXONÉRATIONS DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL SUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS A LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19) SUR LA BASE DE L'ARTICLE 6.3 DE LA LOI N°2004-639 DU 2 JUILLET 2004, MODIFIÉE

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n°2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-116-1 du 5 avril 2019, portant exonération de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional sur les importations de biens destinés à l'accomplissement des missions régaliennes de l'État ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-539-1 du 19 décembre 2019 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Logement et Habitat et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, le 6 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Considérant la mise en place des mesures visant à réduire l'épidémie liée à la propagation du virus COVID-19 depuis janvier 2020 ;  
Considérant les besoins en produits destinés à limiter la propagation du virus COVID-19 et face aux enjeux pour le territoire ;  
Considérant les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de COVID-19 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) consent à l'extension des biens exonérés par la délibération n°19-116-1 du 5 avril 2019, pour les biens repris à l'article 2 de la présente délibération, dans le cadre des importations réalisées pour la lutte contre l'épidémie de coronavirus (COVID-19). Lesdits biens sont destinés aux services de l'État accomplissant des missions régaliennes, conformément à l'article 6-3 de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, modifiée.

**ARTICLE 2 :** Les produits repris dans le tableau suivant bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et de l'octroi de mer régional (OMR).

Code	Désignations des marchandises
EX 30021500	Tests immunologiques
EX 38089490	Solutions hydro alcooliques
EX 38220000	Tests moléculaires (PCR) COVID 19
EX 39262000	Gants en nitrile
EX 40151100	Gants pour la chirurgie
EX 40151900	Gants de protection autres que pour la chirurgie
EX 48189010	Blouses jetables et masques
EX 62101092	Blouses chirurgicales en non tissé
EX 63079098	Masques
EX 63079098	Sur-chaussures
EX 65050090	Charlottes
EX 90200000	Masques respiratoires pour appareillage médical
EX 90200000	Masques à gaz
EX 90049010	Lunettes de protection
EX 90251900	Thermomètres électroniques

Les biens figurant dans la présente délibération constituent l'ensemble des biens importés et destinés à être distribués et/ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19, pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre du dispositif de lutte contre le COVID-19, les exonérations consenties sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente délibération est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président de l'Assemblée de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire pour compléter la liste des biens importés et destinés à être distribués et/ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-83-3-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2020  
Date de réception préfecture : 23/04/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : -1 JUL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-83-3

#### PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL SUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19) DESTINÉES AUX ENTREPRISES RELEVANT DES CODES NAF : 4646 Z, 4773Z ET 4774Z

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n°2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-539-1 du 19 décembre 2019 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Logement et Habitat et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, le 6 avril 2020 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;

Considérant la mise en place des mesures visant à réduire l'épidémie liée à la propagation du virus COVID-19 depuis janvier 2020 ;

Considérant les besoins en produits destinés à limiter la propagation du virus COVID-19 et face aux enjeux pour le territoire ;

Considérant les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de COVID-19 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) consent à l'exonération des biens mentionnés à l'article 2 de la présente délibération, dans le cadre des importations réalisées pour la lutte contre l'épidémie de coronavirus (COVID-19). Lesdits biens sont destinés aux professionnels du secteur de la distribution de produits pharmaceutiques conformément à l'article 6-1 de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, modifiée.

**ARTICLE 2 :** Les produits repris dans le tableau suivant bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et de l'octroi de mer régional (OMR).

Code	Désignations des marchandises
EX 30021500	Tests immunologiques
EX 38089490	Solutions hydro alcooliques
EX 38220000	Tests moléculaires (PCR) COVID 19
EX 39262000	Gants en nitrile
EX 40151100	Gants pour la chirurgie
EX 40151900	Gants de protection autres que pour la chirurgie
EX 48189010	Blouses jetables et masques
EX 62101092	Blouses chirurgicales en non tissé
EX 63079098	Masques
EX 63079098	Sur-chaussures
EX 65050090	Charlottes
EX 90200000	Masques respiratoires pour appareillage médical
EX 90200000	Masques à gaz
EX 90049010	Lunettes de protection
EX 90251900	Thermomètres électroniques

Les biens figurant dans la présente délibération constituent l'ensemble des biens importés et destinés à être distribués à la population dans le cadre de la crise du COVID-19, pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional.



**ARTICLE 3 :** Les professionnels visés à l'article 1 disposent d'un code d'activité (NAF) référencé comme suit :

- 4646Z (commerce de gros de produits pharmaceutiques),
- 4773Z (commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé),
- 4774Z (commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé).

**ARTICLE 4 :** Dans le cadre du dispositif de lutte contre le COVID-19, les exonérations consenties sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente délibération est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président de l'Assemblée de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire pour compléter la liste des biens importés et destinés à être distribués et/ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19.

**ARTICLE 6 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 8 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-83-4-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2020  
Date de réception préfecture : 23/04/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : **1** JUIL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-83-4

#### PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL INTERNE SUR LES PRODUCTIONS DES BIENS DANS LE CADRE DE LA FABRICATION DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19)

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n°2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-539-1 du 19 décembre 2019 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Logement et Habitat et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, le 6 avril 2020 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;

Considérant la mise en place des mesures visant à réduire l'épidémie liée à la propagation du virus COVID-19 depuis janvier 2020 ;

Considérant les besoins en produits destinés à limiter la propagation du virus COVID-19 et face aux enjeux pour le territoire ;

Considérant les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de COVID-19 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) consent à porter à 0 le taux d'octroi de mer et d'octroi de mer régional interne (OMI et OMIR) pour les biens repris à l'article 2 de la présente délibération, dans le cadre des livraisons réalisées pour la lutte contre l'épidémie de coronavirus (COVID-19).

**ARTICLE 2 :** Les produits repris dans le tableau suivant bénéficient d'une franchise totale de l'OMI et de l'OMIR.

Code	Désignation des marchandises
EX 38089490	Solutions hydro alcooliques
EX 48189010	Blouses jetables et masques

Les biens figurant dans la présente délibération constituent l'ensemble des biens importés et destinés à être distribués à la population dans le cadre de la crise du COVID-19, pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre du dispositif de lutte contre le COVID-19, les exonérations consenties sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente délibération est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président de l'Assemblée de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire pour compléter la liste des biens importés et destinés à être distribués et/ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-83-5-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2020  
Date de réception préfecture : 23/04/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 7-1 JUIL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-83-5

**PORTANT EXONÉRATION DES TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE MER RÉGIONAL  
DANS LE CADRE DES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE  
L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19)  
ET MODIFICATION DES DÉLIBÉRATIONS N°17-517-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017 ET N°18-528-1  
DU 20 DÉCEMBRE 2018 PORTANT EXONÉRATION DE LA TAXE D'OCTROI DE MER ET D'OCTROI DE  
MER RÉGIONAL SUR LES IMPORTATIONS DESTINÉES AUX ACTIVITÉS DE SECOURS,  
D'INCENDIE ET DE SAUVETAGE EN MER**

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n°2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-517-1 du 20 décembre 2017, portant exonération de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional sur les importations de biens destinés aux activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-528-1 du 20 décembre 2018 portant modification de la délibération n°17-517-1 du 20 décembre 2017, portant exonération de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional sur les importations de biens destinés aux activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-539-1 du 19 décembre 2019 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Logement et Habitat et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, le 6 avril 2020 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;

Considérant la mise en place des mesures visant à réduire l'épidémie liée à la propagation du virus COVID-19 depuis janvier 2020 ;

Considérant les besoins en produits destinés à limiter la propagation du virus COVID-19 et face aux enjeux pour le territoire ;

Considérant les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de COVID-19 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

#### ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) consent à l'extension des biens exonérés par les délibérations n°17-517-1 du 20 décembre 2017 et n°18-528-1 du 20 décembre 2018, portant exonération de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional sur les importations destinées aux activités de secours, d'incendie et de sauvetage en mer, pour les biens repris à l'article 2 de la présente délibération. Cette extension intervient dans le cadre des importations réalisées pour la lutte contre l'épidémie de coronavirus (COVID-19) et destinés aux activités de secours, d'incendie et de sauvetage.

**ARTICLE 2 :** Les produits repris dans le tableau suivant bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et de l'octroi de mer régional (OMR).

Code	Désignations des marchandises
EX 30021500	Tests immunologiques
EX 38089490	Solutions hydro alcooliques
EX 38220000	Tests moléculaires (PCR) COVID 19
EX 39262000	Gants en nitrile
EX 40151100	Gants pour la chirurgie
EX 40151900	Gants de protection autres que pour la chirurgie
EX 48189010	Blouses jetables et masques
EX 62101092	Blouses chirurgicales en non tissé
EX 63079098	Masques
EX 63079098	Sur-chaussures
EX 65050090	Charlottes
EX 90200000	Masques respiratoires pour appareillage médical
EX 90200000	Masques à gaz
EX 90049010	Lunettes de protection
EX 90251900	Thermomètres électroniques

Les biens figurant sur la présente délibération constituent l'ensemble des biens importés et destinés à être distribués et/ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19, pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération totale des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional.

**ARTICLE 3 :** Dans le cadre du dispositif de lutte contre le COVID-19, les exonérations consenties sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente délibération est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président de l'Assemblée de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire pour compléter la liste des biens importés et destinés à être distribués et/ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-83-6-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2020  
Date de réception préfecture : 23/04/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : - 1 JUL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-83-6

#### PORTANT EXTENSION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-516-1 DU 20 DÉCEMBRE 2017 PORTANT EXONÉRATION DES DROITS D'OCTROI DE MER POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ, SUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS DESTINÉS À LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS (COVID-19)

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (CEE) n°2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, modifié, tel qu'applicable au jour de l'adoption de la présente délibération ;

Vu la décision n°940/2014/UE du Conseil de l'Union Européenne en date du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu le décret n°2015-1077 du 26 août 2015 pris pour l'application de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée relative à l'octroi de mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;



Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique portant actualisation des exonérations de la taxe d'octroi de mer et d'octroi de mer régional pour les importations de matières premières et de biens d'équipement destinés aux hopitaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-539-1 du 19 décembre 2019 portant mise à jour des tarifs d'octroi de mer ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE, la commission Logement et Habitat et la commission Insertion, Économie sociale et solidaire, le 6 avril 2020 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;

Considérant la mise en place des mesures visant à réduire l'épidémie liée à la propagation du virus COVID-19 depuis janvier 2020 ;

Considérant les besoins en produits destinés à limiter la propagation du virus COVID-19 et face aux enjeux pour le territoire ;

Considérant les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de COVID-19 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) consent à l'exonération des biens mentionnés à l'article 2 de la présente délibération, dans le cadre des importations réalisées pour la lutte contre l'épidémie de coronavirus (COVID-19). Lesdits biens sont destinés aux établissements de santé conformément à l'article 6-4 de la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004, modifiée.

**ARTICLE 2 :** Les produits repris dans le tableau suivant bénéficient d'une franchise totale de l'octroi de mer (OM) et de l'octroi de mer régional (OMR).

Code	Désignations des marchandises
EX 30021500	Tests immunologiques
EX 38089490	Solutions hydro alcooliques
EX 38220000	Tests moléculaires (PCR) COVID 19
EX 39262000	Gants en nitrile
EX 40151100	Gants pour la chirurgie
EX 40151900	Gants de protection autres que pour la chirurgie
EX 48189010	Blouses jetables et masques
EX 62101092	Blouses chirurgicales en non tissé
EX 63079098	Masques
EX 63079098	Sur-chaussures
EX 65050090	Charlottes
EX 90200000	Masques respiratoires pour appareillage médical
EX 90200000	Masques à gaz
EX 90049010	Lunettes de protection
EX 90251900	Thermomètres électroniques

Les biens figurant dans la présente délibération constituent l'ensemble des biens importés et destinés à être distribués à la population dans le cadre de la crise du COVID-19, pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique consent à l'exonération des droits d'octroi de mer et d'octroi de mer régional.

**ARTICLE 4 :** Dans le cadre du dispositif de lutte contre le COVID-19, les exonérations consenties sont valables jusqu'au 31 décembre 2020.

En cas de modifications ou d'évolutions réglementaires des positions tarifaires, la présente délibération est valable *mutatis mutandis* jusqu'à l'adoption d'une nouvelle délibération.

**ARTICLE 5 :** Mandat est donné au Président de l'Assemblée de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire pour compléter la liste des biens importés et destinés à être distribués et/ou utilisés dans le cadre de la crise du COVID-19.

**ARTICLE 6 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

**ARTICLE 7 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 8 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

  
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-87-1-DE  
Date de télétransmission : 13/07/2020  
Date de réception préfecture : 13/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 JUL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-87-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 BRASSERIE LORRAINE - COMPENSATION DES SURCOUTS DE FRET LIÉS À L'ULTRA PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2019 – MQ0021887 »

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires et la pêche;

Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu le régime d'aide SA.49772 (2014/X) Mesures de soutien au transport (Compensation des surcoûts de transport et Aide au transport des déchets dangereux);  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application;  
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 27 décembre 2018,  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 16 mars 2020;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une subvention FEDER de trois cent soixante-huit mille euros zéro centimes (368 000,00 €), soit 40% de l'assiette éligible de 920 000,00 €, est attribuée à la « BRASSERIE LORRAINE - Compensation des surcoûts de fret liés à l'ultra périphérie pour la période 2019 – MQ0021887 ».

**ARTICLE 2 :** La dépense correspondante est imputée au chapitre 9305 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70 % en crédit de paiement de 2020
- 30 % en crédit de paiement de 2021

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.



Le Président de l'Assemblée de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-88-1-DE  
Date de télétransmission : 13/07/2020  
Date de réception préfecture : 13/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
**ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE** AFFICHAGE LE : **13 JUIL 2020**

**DÉLIBÉRATION N°20-88-1**

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT  
LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020  
"RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ SISMIQUE CONFORTEMENT ET RECONSTRUCTION ÉCOLE  
EX MIXTE A LE VERGER - LÉON LIN" - MQ0020780 - COMMUNE DE DUCOS**

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

**L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;  
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;  
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;  
Vu la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;  
Vu le code général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 4 Juin 2008 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 16 Mars 2020 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller Exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEDER d'un montant de cinq cent cinquante-cinq mille euros ( 555 000,00 €), soit 30 % de l'assiette éligible est attribuée à la commune DUCOS - Réduction de la vulnérabilité sismique confortement et reconstruction école ex mixte A LE VERGER - LEON LIN - MQ0020780».

Le coût total éligible de l'opération se monte à un million huit cent cinquante mille euros (1 850 000,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, elle s'élève à un montant de cinq cent cinquante-cinq mille euros (555 000,00 €), soit 30 % du coût total éligible, au chapitre 900- 5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention ;

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 100 % en crédits de paiement 2020

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-89-1-DE  
Date de télétransmission : 13/07/2020  
Date de réception préfecture : 13/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 13 JUIL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-89-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - RHUMS MARTINICAIS SAINT-JAMES SAS "AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE DU SITE LASSALE " - MQ0021180

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;  
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;  
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;  
Vu l'aide allouée sur la base du régime cadre exempté n° SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;  
Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;  
Vu le code général des collectivités territoriales ;



Vu le code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 27 décembre 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 16 mars 2020 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique en cofinancement d'un montant de quatre cent vingt-cinq mille six cent quatre-vingt-un euros soixante-deux centimes (425 681,62 €), soit 45% de l'assiette éligible est attribuée à SAS RHUMS MARTINQUAIS SAINT JAMES (RMSJ) pour l'aménagement touristique du site LASSALLE – MQ0021180.

Le coût total éligible de l'opération se monte à neuf cent quarante-cinq mille neuf cent cinquante-neuf euros quatorze centimes (945 959,14 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, elle s'élève à trois cent soixante-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-trois euros et soixante-six centimes (378 383,66 €), soit 40 % du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part Territoriale, elle s'élève à quarante-sept mille deux cent quatre-vingt-dix-sept euros quatre-vingt-seize centimes (47 297,96 €), soit 5 % du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 80% en crédits de paiement 2020
- 20 % en crédits de paiement 2021

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-90-1-DE  
Date de télétransmission : 13/07/2020  
Date de réception préfecture : 13/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 13 JUL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-90-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA PLAINE DE RIVIÈRE-SALÉE - MQ0023719

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006;  
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche;  
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014;  
Vu le code général des collectivités territoriales;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application;  
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 12 juin 2019;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 16 mars 2020;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique en cofinancement d'un montant de trois millions neuf cent soixante mille euros (3 960 000,00 €), soit 79,20% de l'assiette éligible est attribuée la «Collectivité Territoriale de Martinique pour les travaux de protection contre les inondations de la plaine de Rivière- Salée – MQ0023719 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à cinq millions d'euros (5 000 000,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, elle s'élève à un montant de trois millions neuf cent soixante mille euros (3 960 000,00 €), soit 79,20% du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention ;

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 80 % en crédit de paiement en 2020
- 20 % en crédit de paiement en 2021

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-92-1-DE  
Date de télétransmission : 13/07/2020  
Date de réception préfecture : 13/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 13 JUL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-92-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE ET COFINANCEMENT LIÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020 - COMMUNE DE BASSE-POINTE - POUR LA "RESTAURATION DE L'ÉGLISE SAINT-JEAN BAPTISTE MQ0024617"

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006;  
Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche;  
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014;  
Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;  
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 16 septembre 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 16 mars 2020 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEDER d'un montant de deux millions six cent quatre-vingt-seize mille quatre cent cinq euros quatre-vingt-six centimes (2 696 405,86 €), soit 70,09% de l'assiette éligible est attribuée à la Commune de Basse-Pointe, pour l'opération «Restauration de l'Eglise Saint Jean- Baptiste–MQ0024617 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à trois millions huit cent quarante-sept mille soixante-deux euros dix-sept centimes (3 847 062,17 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique

**ARTICLE 2 :** Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, elle s'élève à deux millions six cent quatre-vingt-seize mille quatre cent cinq euros quatre-vingt-six centimes (2 696 405,86 €), soit 70,09 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget territorial et est versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédit de paiement en 2020
- 50 % en crédit de paiement en 2021

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.



**ARTICLE 6 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-97-1-DE  
Date de télétransmission : 13/07/2020  
Date de réception préfecture : 13/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 13 JUIL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-97-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARTINIQUE - UNIS POUR UNE RECONNAISSANCE DES CIRCUITS COURTS ET DES MARCHÉS DE PRODUCTEURS DE MARTINIQUE - RMAR160418CT0970011

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 25 août 2017,  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 16 mars 2020 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cent vingt-et-un mille cent quatre euros cinquante-huit centimes (121 104,58 €), soit 76,50% du coût total éligible de 158 306,64 €, est attribuée à la «Chambre d'Agriculture de Martinique - Unis pour une reconnaissance des circuits courts et des marchés de producteurs de Martinique - RMAR160418CT0970011».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de vingt-et-un mille trois cent soixante-et-onze euros quarante centimes (21 371,40 €) est attribuée à la «Chambre d'Agriculture de Martinique - Unis pour une reconnaissance des circuits courts et des marchés de producteurs de Martinique - RMAR160418CT0970011».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-98-1-DE  
Date de télétransmission : 13/07/2020  
Date de réception préfecture : 13/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 13 JUIL. 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-98-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 - EARL DOMAINE DE LA VALLÉE ÉQUIPEMENTS DE MODERNISATION POUR UNE EXPLOITATION EN POLYCLTURE ÉLEVAGE (JA) - RMAR40119DA00970013

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ÉTAIENT PRÉSENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ÉTAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 01 mars 2019,  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 16 mars 2020;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cent quinze mille trois cent trente-neuf euros quatre-vingt-dix centimes (115 339,90 €), soit 72,25% du coût total éligible de 159 640,00 €, est attribuée à «EARL DOMAINE DE LA VALLEE - Equipements de modernisation pour une exploitation en polyculture élevage (JA) - RMAR40119DA00970013».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de vingt mille trois cent cinquante-quatre euros dix centimes (20 354,10 €) est attribuée à «EARL DOMAINE DE LA VALLEE - Equipements de modernisation pour une exploitation en polyculture élevage (JA) - RMAR40119DA00970013».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique







RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture  
972-200055507-20200409-20-99-1-DE  
Date de télétransmission : 13/07/2020  
Date de réception préfecture : 13/07/2020

Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 13 JUL 2020

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N°20-99-1

#### PORTANT OCTROI D'UNE AIDE EUROPÉENNE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA MARTINIQUE 2014-2020 - BUREAU COMMUN DE CONSEIL AGRICOLE DE MARTINIQUE - GUICHET UNIQUE DU SERVICE D'AIDE À LA GESTION ET DE CONSEIL AGRICOLE - RMAR020218DA0970006

L'An deux mille vingt, le neuf avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée et selon la procédure d'urgence, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENT(E)S :** Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINTE-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENT(E)S OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR :** Mesdames, Messieurs, Joachim BOUQUETY, Georges CLEON (procuration à Marie-Line LESDEMA), Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Raphaël MARTINE (procuration à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Maryse PLANTIN (procuration à Louise TELLE).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;  
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;  
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;  
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;  
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;  
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;  
Vu la demande d'aide enregistrée le 30 novembre 2018 ;  
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 16 mars 2020 ;  
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de Mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;  
Vu l'avis émis conjointement par la commission Développement économique et Tourisme et la commission Finances, Programmation budgétaire, et Fiscalité le 7 avril 2020 ;  
Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 7 avril 2020 ;  
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;  
Après en avoir délibéré ;

**ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Une aide publique FEADER d'un montant de cent quatre-vingt-seize mille vingt-huit euros neuf centimes (196 028,09 €), soit 77,35% du coût total éligible de 253 407,25 €, est attribuée au «Bureau Commun de Conseil Agricole de Martinique - Guichet unique du service d'aide à la gestion et de conseil agricole - RMAR020218DA0970006».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de trente quatre mille cinq cent quatre-vingt treize euros dix-huit centimes (34 593,18 €) est attribuée au «Bureau Commun de Conseil Agricole de Martinique - Guichet unique du service d'aide à la gestion et de conseil agricole - RMAR020218DA0970006».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

**ARTICLE 2 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 5 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique, organisée par visioconférence, le 9 avril 2020.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

